



Déclarations et Discours

N^o 84/2

INITIATIVES EN FAVEUR DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ

Allocution du très honorable Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada, à la Chambre des communes, à Ottawa, le 9 février 1984.

L'explosion de la première bombe atomique dans le désert du Nouveau-Mexique, en 1945, a remis en question la survie même de l'humanité. L'homme se donnait ainsi le pouvoir de se détruire.

Depuis ce moment, la peur de la bombe hante constamment les enfants. Et nous, leurs parents, sommes devenus tout aussi impuissants à dissiper leurs craintes qu'à apaiser les nôtres. Car une guerre nucléaire ne ferait aucune sélection : que nous siégions de ce côté de la Chambre ou de l'autre; que nous soyons du côté de ceux qui ont raison ou de ceux qui ont tort; que nous soyons riches ou pauvres; que nous appartenions à l'Est ou à l'Ouest, au Nord ou au Sud.

Les armes nucléaires font partie de la réalité. Elles existeront probablement toujours. Et elles fonctionnent avec une efficacité horrifiante qui rend incertaine la survie de l'espèce humaine. La seule issue possible est que nous contrôlions ce risque. Nous ne pourrions plus jamais reléguer cette tâche dans l'oubli, ni la traiter à la légère, ni en faire une affaire de routine.

Mais il nous est surtout interdit de céder au découragement.

C'est à l'Est et l'Ouest que revient le devoir primordial de faire face à ce risque. Les Canadiens constatent toutefois avec inquiétude que les superpuissances semblent s'être détournées de cette responsabilité capitale, qu'elles semblent trop absorbées par leurs rivalités idéologiques, leurs incessants calculs de parité, leurs démonstrations de force et de volonté. Les Canadiens savent également qu'il serait téméraire d'espérer que l'animosité existant entre l'Est ou l'Ouest s'assagisse avant d'atteindre le point de non-retour.

Les spécialistes voudraient nous faire croire que les questions afférentes à une guerre nucléaire sont devenues trop complexes pour qu'on laisse à d'autres qu'eux le soin de les régler. Ils voudraient que nous fassions confiance à une poignée de seigneurs de la stratégie nucléaire ainsi qu'aux scientifiques qui nous ont fait passer des bombes atomiques aux ogives thermonucléaires, des missiles à une seule ogive aux missiles à dix ogives et plus, des armes simplement dissuasives aux armes qui mettent en péril l'existence de tout être humain.

Les Canadiens, à l'instar de tous les autres peuples, estiment qu'une génération passée à parfaire des théories et des instruments capables de les annihiler a compromis leur sécurité bien plus qu'elle ne l'a augmentée. La poussée technologique rencontre trop souvent une oreille sympathique dans la sphère politique. Ce sont en effet les dirigeants politiques qui décident des budgets consacrés à la défense et à la recherche. Puisque ce sont eux qui gouvernent, ce sont eux qui doivent affirmer leur volonté de paix. Sinon la science continuera de mettre au point des engins de plus en plus meurtriers.

La sécurité du Canada est en jeu et nous avons, certes, acquis le droit d'être entendus, en temps de paix comme en temps de guerre. Rappelons, en effet, que, si nous n'avons absolument été pour rien dans le déclenchement des deux guerres mondiales; des milliers de Canadiens ont combattu et sont morts durant ces conflits; et que nous avons contribué à la reconstruction du monde après la guerre : nous étions à Bretton Woods lorsque fut établie la Banque mondiale; nous étions à Dumbarton Oaks et à San Francisco lorsque l'ONU (Organisation des Nations unies) fut créée.

Nous avons prôné l'adhésion de tous les pays aux Nations unies à une époque où cela n'était pas toujours bien vu. Qu'on se souvienne du rôle joué par le premier ministre Diefenbaker pour favoriser l'adhésion de Cuba. Ou de l'appui de MM. St. Laurent et Pearson, qui a permis à de nombreux États indépendants d'entrer à l'ONU. Ou encore du rôle joué par mon gouvernement en faveur de la reconnaissance de la République populaire de Chine et de son accession au Conseil de sécurité de l'ONU.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le Canada était l'un des rares pays à posséder la technologie et les ressources nécessaires à la construction des armes nucléaires. Mais nous avons vu ces terribles engins à l'œuvre et savions ce dont ils étaient capables. Tous les gouvernements qui suivirent renoncèrent donc à l'option nucléaire et mirent les compétences canadiennes au service de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Et au lieu de nous doter d'une force nucléaire nationale, nous nous sommes joints à des organisations de sécurité collective telles que l'ONU, l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) et NORAD (Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord).

Le Canada est un fidèle partenaire de chacune de ces organisations. Nous avons joué un rôle de premier plan dans les initiatives de l'ONU visant à l'établissement et au maintien de la paix au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique. Au sein de l'OTAN, nous sommes l'un des rares pays à maintenir en permanence des forces à l'extérieur de nos frontières. Au sein du NORAD, nous fournissons une chose qui n'a pas de prix : notre espace aérien. Les États-Unis peuvent établir leur propre système de défense en sachant que les 4 000 kilomètres situés au nord de leur frontière sont occupés par un allié sûr.

Nous ne badinons pas avec nos engagements. Nous avons remplacé nos avions de patrouille maritime par les appareils les plus perfectionnés au monde. Nos brigades armées sont maintenant équipées d'un char d'assaut capable de hautes performances, le Léopard. Nous sommes en train de nous doter d'avions tactiques et d'avions d'interception des plus modernes. Nous avons mis sur pied un programme concernant l'acquisition de nouvelles frégates. Tout cet équipement, le plus perfectionné qui soit, est destiné à des fins défensives.

En 1969, nous avons décidé qu'il n'était plus approprié que nos forces armées soient équipées d'armes nucléaires. Nous avons alors annoncé notre intention de nous en départir graduellement et aussi rapidement que la nécessité de les remplacer le permettrait, mais tout en respectant nos engagements envers nos alliés. Dès 1970, nous n'avions plus de roquettes sol-sol *Honest John* en Europe. Et, dès 1972, nous avons achevé la conversion de nos avions basés en Europe pour les faire servir en cas d'offensive non plus nucléaire mais classique.

C'est également en 1972, que les missiles sol-air *Bomarc* furent renvoyés aux États-Unis. Nous avons ensuite décidé de remplacer les *CF-101* basés au Canada et munis d'armes nucléaires par les excellents chasseurs *CF-18*. Ces appareils assureront plus efficacement notre défense aérienne, avec des armes classiques, que les *CF-101* avec des armes nucléaires. Ainsi, nous nous débarrasserons cette année des derniers vestiges d'armement nucléaire.

Mais nous avons fait beaucoup plus que d'assurer notre propre défense. Nous nous sommes penchés sur les causes de l'insécurité et de l'instabilité, surtout dans le tiers-monde. Les axes Est-Ouest et Nord-Sud gouvernent les relations de notre époque. La résolution des problèmes du Sud dépend d'une amélioration de la sécurité mondiale. Tandis que l'on consacre des sommes considérables aux dépenses militaires, les politiques économiques sont faussées et d'importantes ressources qui pourraient être affectées au développement économique mondial sont détournées de ce but. Ceci entraîne une aggravation de l'instabilité politique dans le tiers-monde, laquelle se répercute à l'Est et à l'Ouest et ajoute au climat d'insécurité générale.

Les Canadiens ont donc pleinement le droit de prendre position. À chacun de nous qui les représentons dans cette Chambre, les Canadiens disent que le danger est devenu trop imminent. Dans le monde entier, les peuples tiennent des propos semblables à leurs dirigeants. Ils veulent que ceux-ci agissent, qu'ils acceptent leurs responsabilités politiques et cherchent à réduire les risques d'une conflagration nucléaire.

L'automne dernier, j'ai parlé d'une conjonction alarmante de diverses crises. J'ai attiré l'attention sur la convergence de trois tendances qui peuvent se révéler désastreuses : le recours à la force pour régler les différends, le risque d'une prolifération des armes nucléaires et la dégradation des relations entre l'Est et l'Ouest. J'ai donc décidé de tenir l'engagement pris l'été dernier par les sept chefs d'États et de gouvernement des pays industrialisés réunis à Williamsburg, soit « de consacrer toutes nos ressources à réduire la menace de guerre ».

J'ai décidé d'user de l'influence du Canada pour sensibiliser la communauté internationale à ce danger, essayer de revitaliser au plus haut niveau politique les relations Est-Ouest, tenter de renverser le courant actuel d'affrontement et rechercher un terrain d'entente pour les deux parties.

J'ai suggéré qu'on mette de côté les mégaphones, qu'on suspende la guerre des idées et des mots, qu'on mette fin au manichéisme dans les deux camps, qu'on fasse preuve de leadership et de savoir-faire politique dans les relations entre l'Est et l'Ouest, relations les plus importantes sur le plan stratégique.

L'initiative de paix

Depuis l'automne dernier, j'ai fait part de ces idées à Paris, La Haye, Bruxelles et Rome, ainsi qu'au Vatican, à Bonn, à Londres et à Zurich. Je les ai présentées à Tokyo, à Dacca, et à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, à New Delhi. Je me suis rendu à Pékin, à Washington et aux Nations unies. J'ai rencontré les dirigeants politiques à Prague, Berlin-Est et Bucarest afin de m'assurer que notre message soit entendu par les plus hautes instances du Pacte de Varsovie.

Chaque fois, mon message fut direct : le Canada ne cherche pas à siéger à la table des superpuissances; mais nos vie et notre avenir sont en jeu à cette table. Et il en va de même pour les neuf dixièmes de la population mondiale qui vivent ailleurs qu'aux États-Unis et en Union soviétique. Tous, nous avons le droit et la responsabilité de nous engager et de rappeler aux protagonistes leur appartenance à la race humaine.

Nous avons proposé de donner un élan politique à la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe. Alors que nombre de ponts entre l'Est et l'Ouest s'effrondraient, cette conférence a pris une importance qui dépasse son mandat officiel et elle est devenue la seule tribune où se poursuive le processus de détente amorcé à Helsinki.

Nous avons proposé qu'on fasse, de part et d'autre, des efforts au niveau politique en vue de stimuler les négociations de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces. Ces pourparlers sont cruciaux en ce qui concerne l'établissement d'un équilibre des forces classiques en Europe centrale, le relèvement du seuil nucléaire et la réduction du risque d'un premier recours hâtif aux armes nucléaires.

Je souhaiterais ouvrir une parenthèse et préciser que les négociations de Genève portent sur une « réduction » des forces. Ces négociations n'ont pas pour but, d'établir un nouvel équilibre à un échelon supérieur mais bien à un niveau inférieur. Et je ne comprends vraiment pas — après tout, je l'ai expliqué maintes fois — pourquoi mes critiques persistent à croire que relever le seuil nucléaire en équilibrant les forces classiques signifié l'établissement d'un équilibre à un niveau supérieur. Le but des négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces est vraiment d'obtenir un équilibre à un échelon inférieur et donc, de relever le seuil nucléaire.

Nous avons proposé des rencontres des cinq puissances nucléaires aussitôt que possible afin que soit créée une tribune où l'on pourra négocier des limites globales et, ultimement, des réductions à leurs arsenaux nucléaires.

Nous avons demandé instamment que soient prises des mesures pour renforcer le Traité sur la non-prolifération. La non-prolifération des armes nucléaires est aussi bien dans l'intérêt des superpuissances et des puissances moyennes que des micro-États. Or, tant que les cinq puissances nucléaires ne manifesteront pas davantage leur intention d'armorcer les réductions prévues dans ce pacte, nous courons le grave danger de voir les engins nucléaires se propager dans de nouvelles régions du globe et exciter les anciennes rivalités.

En définitive, à chaque étape j'ai pressé les dirigeants de s'engager personnellement, de faire de la paix leur préoccupation première, d'exercer le leadership politique qu'exige la gravité de la situation et de relancer le dialogue entre l'Est et l'Ouest.

J'ai fait remarquer au président Reagan qu'il avait, a coup sûr, rendu l'Est conscient de la puissance des États-Unis, mais qu'il n'avait pas réussi à lui communiquer un message de paix. Et j'ai dit aux dirigeants de l'Europe de l'Est que la dureté de leurs déclarations avait entraîné à coup sûr le rejet des propositions les plus constructives du Pacte de Varsovie.

Signes de progrès

L'incompréhension et la méfiance sont profondément enracinées dans les deux camps. Mais nous commençons à entrevoir des signes de progrès.

À Goa, en novembre, quarante-deux dirigeants du Commonwealth ont fortement appuyé nos efforts en vue de restaurer le dialogue politique entre l'Est et l'Ouest et de favoriser les négociations entre les États dotés d'armes nucléaires.

À Bruxelles, en décembre, les ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord sont arrivés à un consensus sur plusieurs questions que j'avais défendues avec vigueur ces dernières années, en particulier aux réunions au sommet de l'OTAN. Dans leur déclaration, ils ont offert aux pays de l'Est une relation équilibrée et constructive. Ils ont montré clairement que les pays occidentaux n'aspiraient pas à la supériorité stratégique et qu'ils respectaient les intérêts légitimes de l'Union soviétique au chapitre de la sécurité. Le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures a joué un rôle majeur lors de la rencontre, en faisant accepter ces points de vue.

Conformément à notre initiative, l'Est et l'Ouest ont convenu de reprendre le 16 mars les pourparlers de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces. Et ils ont convenu, en outre, que les ministres des Affaires étrangères devraient contribuer plus activement au progrès de ces négociations.

Également sur notre insistance, et pour souligner l'importance qu'ils attachent au dialogue politique de haut niveau, les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN ont participé le mois dernier à l'inauguration de la Conférence de Stockholm. Les ministres des Affaires étrangères des pays membres du Pacte de Varsovie répondirent à cette initiative occidentale en se rendant, eux aussi, à Stockholm, ce qui eut pour conséquence, entre autres, de permettre au secrétaire d'État américain, M. Shultz, et au ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Gromyko de converser pendant cinq heures. Tous deux ont également rencontré mon collègue, le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

C'était la première fois, depuis la clôture acrimonieuse de la Conférence de Madrid, en septembre dernier, et la tragédie de l'avion sud-coréen, que les pays de l'Est et de l'Ouest renouaient contact sur le plan politique.

Mme Thatcher, premier ministre de Grande-Bretagne, elle aussi, a entamé des démarches en vue d'améliorer la qualité des rapports entre l'Est et l'Ouest. Sa visite à Budapest, la semaine dernière, témoigne d'un nouvel élan dans le dialogue Est-Ouest, d'une volonté de trouver des points d'entente entre membres d'alliances opposées et d'un désir d'exprimer clairement ses intentions afin de rassurer.

Contrairement à ses déclarations antérieures, le président Reagan a mentionné le mois dernier à deux occasions que les États-Unis étaient disposés à rechercher un dialogue constructif avec l'URSS. Moscou a choisi de répondre de façon mitigée, alliant une rhétorique plutôt dure à des allusions prudentes au fait que l'on était disposé à rétablir la communication.

Je viens tout juste d'avoir des entretiens avec les dirigeants de la Tchécoslovaquie, de la République démocratique allemande et de la Roumanie. Ces États représentent bien les pays de l'Europe centrale. Ce sont des puissances moyennes qui ont une longue expérience des tensions entre l'Est et l'Ouest.

Ils sont, bien sûr, très liés à l'URSS. Cependant, dans les circonstances actuelles, leur identité propre, leur influence et le leadership qu'ils exercent ont une portée réelle. J'ai noté, par exemple, qu'ils avaient répondu favorablement à ma suggestion que les puissances moyennes de chaque alliance puissent jouer un rôle constructif en renouant avec la tradition des consultations politiques au plus haut niveau entre l'Est et l'Ouest.

Je leur ai exposé les idées de l'Ouest sur le déclin de la détente et l'importance de la ranimer. Et j'ai écouté les leurs. Nous avons parlé de la diversité des gestes et réactions de l'Est et l'Ouest l'un à l'égard de l'autre, de la nécessité de dépasser un certain niveau de langage et de poser des actes susceptibles de rétablir la confiance et de réduire les tensions.

À la suite des discussions que j'ai eues en Europe de l'Est, j'ai abouti aux conclusions suivantes :

— En premier lieu, j'ai été frappé du contraste entre des rencontres privées, toutes empreintes de cordialité et de pondération, dont l'idéologie était absente, et le ton catégorique des déclarations publiques fondées sur les principes du Pacte de Varsovie dont nous avons parfois été les témoins. Cela illustre bien l'importance du contact personnel et du dialogue à huis clos. Car, sans le dialogue, nous risquons, des deux côtés, de demeurer prisonniers de nos propres polémiques.

— Deuxièmement, ayant pu généralement, lors de nos rencontres privées, laisser de côté les critiques qu'apporte l'évocation des questions importantes, nous avons été en mesure, je pense, d'entamer un processus de discussions portant sur des sujets d'intérêt commun. Ce n'est qu'un début mais j'ai l'intime conviction que l'Est et l'Ouest feront dorénavant preuve d'une plus grande maturité dans leurs relations.

— Enfin, pour atteindre ce stade de maturité, nous devons franchir les difficultés causées par une incompréhension réciproque : fermeture d'esprit, déformation de faits, erreurs subjectives d'analyse et de jugement.

Peu de mes interlocuteurs, par exemple, ont semblé vraiment capables de comprendre, ou encore, d'admettre la menace grave que les SS-20 soviétiques font peser sur les pays occidentaux. Quant à nous, je me demande si nous n'avons pas sous-évalué les répercussions qu'ont eues sur le Pacte de Varsovie le déploiement des forces nucléaires de portée intermédiaire et les fermes propos que nous avons tenus ces dernières années.

Il ne sera pas facile d'apprendre à mieux nous comprendre et à mieux mesurer l'impact de nos faits et gestes. En exigeant, à la fois, que le déploiement des forces nucléaires de portée moyenne se poursuive et que les négociations reprennent, on se trouve acculé dans une impasse dont seule une « troisième voie », celle de la confiance politique et de la communication, nous permettra de nous évader grâce à une solution rapide et constructive.

En réfléchissant à ces conclusions et aux entretiens que j'ai eus tant à l'Est qu'à l'Ouest, il me semble évident que nous partageons — et cela commence d'ailleurs à se voir — une communauté de vues et d'idées. J'aimerais, ici, faire état de dix principes qui rapprochent l'Est et l'Ouest :

1. Tous deux reconnaissent l'impossibilité de gagner un conflit nucléaire.
2. Tous deux conviennent qu'une guerre nucléaire ne devrait jamais être déclenchée.
3. Tous deux souhaitent s'affranchir des risques d'une guerre accidentelle ou d'une attaque surprise.
4. Tous deux reconnaissent le danger inhérent aux armes déstabilisatrices.
5. Tous deux comprennent la nécessité de disposer de techniques améliorées pour régler les crises.
6. Tous deux sont conscients des conséquences funestes qu'entraînerait le fait d'être le premier à lancer une attaque.
7. Tous deux ont intérêt à accroître leur sécurité et à en réduire les coûts.
8. Tous deux ont intérêt à prévenir la prolifération des armes nucléaires dans les autres pays, souvent appelée prolifération horizontale.
9. Tous deux en sont arrivés prudemment à reconnaître leurs intérêts mutuels et légitimes au chapitre de la sécurité.
10. Enfin, l'Est et l'Ouest comprennent que la défaillance politique ou économique de l'autre ne peut constituer la base sur laquelle se fonde leur sécurité stratégique.

Décatalogue modeste, sans doute. Mais, en cette période où se manifestent des signes de résorption de la crise, peut-être est-il à propos de revenir à l'essentiel; de tout recommencer en nous appuyant sur des principes auxquels nous pouvons adhérer de part et d'autre; de trouver un point de départ, une base commune, même restreinte.

Nous entendons donc nous appuyer sur ces dix principes pour circonscrire un champ d'entente propre à rapprocher les dirigeants de l'Est et de l'Ouest.

Je m'apprête à écrire aux présidents Reagan et Andropov, à des dirigeants des deux alliances et à d'autres hommes d'État pour leur proposer ces principes comme base de rapprochement entre les deux camps. Car il existe des points d'entente en dépit des sujets de désaccord. Il y a un moyen de sortir de l'impasse des derniers mois. On peut percevoir des indices prometteurs et je pense que la crise a inversé son cours.

Si nous considérons le travail accompli au cours des quatre derniers mois et les perspectives pour les mois à venir, nous avons lieu d'être encouragés par les résultats que nous commençons à observer. Ainsi, nous avons cherché à susciter un dialogue entre l'Est et l'Ouest. Ce dialogue est engagé. Nous avons également cherché à persuader les deux camps de mettre une sourdine à leur rhétorique. Là aussi, nos efforts commencent à porter fruit.

J'ai, en outre, cherché à m'associer à des dirigeants d'opinions semblables dans divers milieux un peu partout dans le monde. Beaucoup, parmi eux, ont engagé ou poursuivi leurs propres initiatives pour réduire les tensions, et avancé des propositions personnelles en ce qui concerne le contrôle des armements. Mon collègue, le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et moi-même avons poursuivi l'initiative du Canada au sein d'institutions multilatérales, dans des contacts bilatéraux, à des conférences spéciales et dans des entretiens avec des groupes et des individus.

Le programme

Nous avons imprimé une impulsion politique aux relations entre l'Est et l'Ouest. Mais cette impulsion n'est pas suffisante en soi. Il faut y ajouter le soutien de l'imagination, la force de la persévérance, et l'appuyer par des actes. En effet, nous avons besoin d'imagination pour trouver des idées inédites nous permettant de sortir de vieilles impasses et de faire face à de nouveaux dangers; de persévérance pour négocier de nouvelles ententes et relever les défis de la technologie. Il faut aussi des actes, fussent-ils très humbles, qui manifestent notre bonne foi, et des mesures précises, par exemple celles qui permettront de vérifier les ententes sur le contrôle des armements, et favoriseront la tenue de consultations régulières entre l'Est et l'Ouest.

Au cours des mois à venir, le Canada s'appliquera à consolider les progrès réalisés jusqu'ici pour favoriser le développement et la mise en œuvre de nos idées. Nous ne prétendons pas détenir le monopole des propositions, et nous ne nous attendons pas non plus à les voir acceptées du jour au lendemain. Ce qui compte, c'est qu'au moins quelques-uns des principaux baromètres des relations entre l'Est et l'Ouest montrent qu'ils ont enfin cessé de se mettre au rouge.

J'entends, pour ma part, poursuivre mes efforts dans ce sens, quoique de façon nécessairement moins intensive qu'au cours des derniers mois — on reconnaîtra que seize pays plus les Nations unies, en trois mois, est un rythme auquel je ne peux me soumettre tout au long de l'année. J'ai l'intention de me rendre à Moscou lorsque les circonstances le permettront. Mes collègues du cabinet, nos ambassadeurs à l'étranger et tous les Canadiens qui partagent nos buts assureront également le suivi de notre initiative.

Le Canada fera sa part dans les assemblées de l'Ouest, dans les pourparlers bilatéraux, aux réunions et conférences multilatérales, et dans les contacts avec l'Union soviétique et ses alliés.

Nous mettrons toutes nos énergies à favoriser les progrès à la Conférence de Stockholm, comme l'avancement des pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces. Et si ces pourparlers traînent en longueur, le Canada veillera à ce que les dirigeants politiques interviennent de nouveau personnellement pour les stimuler. Mais lorsque les négociations de Vienne reprendront, le mois prochain, l'OTAN

devra absolument être en mesure de répondre à la proposition faite l'été dernier par les membres du Pacte de Varsovie.

Après de plus amples consultations avec nos alliés de l'OTAN, nous diffuserons, au cours de la session actuelle de la Conférence de Genève sur le désarmement, trois propositions destinées à ralentir la poussée des nouvelles techniques. Nous renforcerons ainsi la stratégie d'« asphyxie » que j'ai mise en avant en 1978. Ces propositions sont les suivantes :

- interdiction de mettre au point des systèmes anti-satellites à haute altitude;
- restriction à la mobilité des missiles balistiques intercontinentaux;
- amélioration des possibilités de vérification des nouveaux systèmes d'armements stratégiques.

D'ici à la révision du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, l'année prochaine, nous continuerons d'exhorter les deux groupes à en respecter les engagements. Car la sécurité forme un tout indissociable. Et si des pays non détenteurs d'armes nucléaires décident d'en acquérir, la sécurité de chaque être humain se trouvera menacée.

Selon le compromis à la base du Traité sur la non-prolifération, les puissances nucléaires devaient réduire leurs arsenaux et les États non nucléarisés acceptaient en contrepartie de ne pas se doter d'armes atomiques. Les unes et les autres devaient, par ailleurs, veiller à partager les avantages de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Les États actuellement dotés d'armes atomiques portent donc l'immense responsabilité d'en prévenir la dissémination.

Voilà pourquoi nous devons réitérer notre proposition de convoquer une conférence des cinq États dotés d'armes nucléaires, proposition dont la logique me paraît contraignante. Ces cinq États sont en effet les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. À ce titre, ils détiennent des responsabilités tout autant qu'un droit de veto. C'est pourquoi j'ai demandé au secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, d'envisager et de favoriser la tenue de réunions à huis clos de leurs représentants à New York. Au cours de mes entretiens avec le premier ministre Zhao, en janvier, j'ai constaté que, depuis ma visite à Pékin, les Chinois paraissent désormais disposés à envisager de tels contacts sans y mettre les conditions dont ils avaient fait état précédemment.

Cette idée fera son chemin lentement, bien sûr, comme toute autre idée nouvelle. Mais je pense qu'elle finira par emporter l'adhésion des intéressés. Car la menace nucléaire comporte des dangers, tels qu'accidents, erreurs de calcul, crises, défaillance des systèmes, auxquels les cinq puissances en cause doivent faire face et qu'elles ont la responsabilité de contrôler de concert. C'est pourquoi, à mon sens, les consultations entre les cinq devraient porter en premier lieu sur la gestion des crises, particulièrement en cas d'incidents impliquant des armes nucléaires, et sur l'amélioration des communications en période de crise.

Parmi les cinq États dotés d'armes nucléaires, les deux superpuissances possèdent, de loin, les plus importants arsenaux. Elles ont en conséquence la responsabilité de faire preuve, pour les réduire, du même génie qu'elles ont appliqué à les construire. Et elles doivent s'interdire de laisser leur opinion sur la moralité et la légitimité de l'autre entraver une reprise rapide des pourparlers sur le contrôle des armements. Elles doivent absolument revenir à la table des négociations sur le contrôle et la réduction des armes nucléaires stratégiques et de portée moyenne.

Au cours des dix dernières années, les superpuissances n'ont pas signé une seule entente importante sur le contrôle des armements. Pendant la décennie précédente, elles en avaient pourtant conclu une douzaine. Elles doivent maintenant poser des gestes pour dissiper la méfiance. Dans ce sens, elles auraient intérêt à sanctionner une entente qu'elles observent déjà : le Traité sur l'imposition d'un seuil de limitation des essais nucléaires souterrains.

J'ai accordé beaucoup d'attention jusqu'ici aux relations entre les cinq, à l'environnement bilatéral des superpuissances et aux négociations et conférences multilatérales. Le processus consultatif que nous offre l'OTAN renforce dans une large mesure notre contribution à ces travaux. L'OTAN est en effet une tribune importante pour le Canada tant en ce qui concerne sa politique nationale que la sécurité collective et la conduite fondamentale des relations entre l'Est et l'Ouest.

Lors de la création de l'OTAN, en 1949, le Canada avait insisté pour que cette alliance soit non seulement militaire mais aussi politique. Et il continue, en toute loyauté, de respecter ses engagements de longue date envers l'alliance et ses politiques.

Mais toutes les institutions tendent naturellement à glisser sur la pente de l'inertie, à moins que leurs membres ne les vivifient et ne repensent leurs orientations. Je me suis donc réjoui de la décision prise par les ministres de l'OTAN, à leur réunion de décembre, de faire procéder à un examen complet des mesures que l'alliance peut prendre pour améliorer les relations entre l'Est et l'Ouest. Le Canada avait d'ailleurs préconisé une telle mesure à plusieurs réunions au sommet de l'OTAN.

Le dernier examen de ce genre avait été effectué en 1967, à l'initiative de M. Pierre Harmel, ministre des Affaires étrangères de la Belgique. On avait à ce moment-là, tout comme aujourd'hui, le sentiment qu'un changement s'imposait. L'alliance avait besoin de se donner une vision de l'avenir et une stratégie politique pour la réaliser. Le document issu de ce travail, intitulé *Les tâches futures de l'alliance*, marqua une étape importante dans l'orientation de l'OTAN. Il vint répondre, comme nous devons le faire aujourd'hui, au besoin d'une politique générale pour orienter notre sécurité militaire et lui donner son plein sens.

Les conclusions les plus profondes contenues dans ce document étaient les suivantes :

— la sécurité militaire n'est pas incompatible avec une politique de détente. Au contraire, l'une et l'autre doivent se compléter;

-
- le travail de réduction équilibrée des forces militaires et les efforts pour enrayer l'instabilité et l'insécurité doivent être intensifiés;
 - le monde a changé depuis la création de l'OTAN, en 1949, et il nous faut orienter notre action en fonction de notre vision de l'avenir;
 - chaque membre de l'alliance a une contribution à y apporter, de plain-pied et en consultation avec les autres États qui en font partie.

En dépit d'échecs fréquents, les résultats de cette politique s'avèrent impressionnants, surtout si on les considère dans la perspective actuelle : les règlements interallemands de la fin des années soixante; la promotion bilatérale de liens avec l'URSS par de nombreux pays de l'Ouest, y compris ma propre visite en 1971; les éléments d'un rapprochement entre les superpuissances, et l'Acte final d'Helsinki conclu en 1975.

Nous devons aborder la période à venir avec le même esprit de recherche, la même diplomatie créatrice et la même vision prospective.

Le monde a encore changé depuis 1967. Nous percevons les transferts de pouvoir et l'évolution des mentalités. Et les relations entre l'Est et l'Ouest sont beaucoup plus complexes qu'elles ne l'étaient il y a dix-sept ans car des courants d'autarcie, d'interaction et d'interdépendance, imprévisibles alors, viennent les perturber.

Le nouvel examen décrété par les ministres de l'OTAN doit, de toute nécessité, permettre de définir l'orientation de l'alliance jusqu'à la fin du siècle. Le Canada participera à ce travail et se conformera à ses résultats. Qu'il me soit permis de féliciter ici le ministre des Affaires étrangères de la Belgique, M. Léo Tindemans, d'avoir lancé cette initiative. Et de saluer dans la personne du nouveau secrétaire général de l'OTAN, lord Carrington, un homme dont les idées sur les relations entre l'Est et l'Ouest seront pour nous une source de créativité en même temps que de bon sens.

L'OTAN est une alliance de démocraties. L'ouverture des discussions et l'autonomie d'action sont tout aussi importantes pour nous qu'elles l'étaient pour M. Harmel. Une alliance qui ne saurait pas respecter la démocratie dans ses assemblées ne réussirait pas davantage à la défendre sur le terrain. Les réunions au sommet de l'OTAN revêtent une importance particulière et devraient constituer l'échelon suprême du leadership responsable et du véritable dialogue. Mme Thatcher et moi-même avons discuté ce point lors de sa visite au Canada, en septembre dernier. Dans mon allocution suivant le dîner donné en son honneur à Toronto, je disais:

« ... le Canada considère l'OTAN comme la pierre angulaire de sa politique de défense. Nous ne voulons cependant pas en être des partenaires silencieux. Il s'agit, après tout, d'une alliance politique, et les politiciens aiment à discuter, voire à argumenter. Si, de temps à autre, nous sommes en désaccord et déployons de grands efforts pour résoudre nos différends, loin d'être un symptôme de faiblesse, c'est plutôt un signe de la force qui imprègne notre association libre de pays indépendants. »

Tout comme le dernier cadre de politique générale de l'OTAN avait été le produit du ferment intellectuel et de la turbulence militaire des années soixante, de même le prochain examen de ses orientations devrait tenir compte, au moins en tant que toile de fond, de toutes les idées actuelles sur la sécurité internationale et les effets des armes nucléaires. Nombre de ces idées sont troublantes, incompatibles et difficiles à aborder. Mais elles ont cours, et aucune conspiration du silence ne les fera disparaître.

Ni l'alliance ni les démocratie qui en font partie ne sont fondées sur une foi aveugle. Et les dogmes politiques ou stratégiques ne suffisent pas, à eux seuls, à rallier l'appui des peuples aux politiques de défense et aux dépenses qu'elles entraînent. Pour combler le fossé entre la sagesse établie et l'inquiétude du public, il faut assurément pénétrer un domaine actuellement occupé par de nombreux critiques de toutes convictions : celui des idées et doctrines contemporaines.

À mon sens, le nouvel examen des orientations de l'OTAN devra refléter ce que j'ai appelé le besoin de haute politique à tous les paliers des rapports entre l'Est et l'Ouest. Et il devra tenir compte, comme l'avait fait M. Harmel, des différences de perceptions entre les membres de l'alliance; des perspectives, inconséquences et ambiguïtés européennes et nord-américaines, et des doutes et aspirations encore vagues qui se font jour de part et d'autre de l'Atlantique.

Les Canadiens savent à quel point l'heure est grave. Il savent que notre influence est limitée et que nous ne pouvons forcer les autres pays à nous écouter. Mais ils savent aussi que le Canada a un rôle à jouer. Dans ce sens, le gouvernement s'occupe de créer un institut chargé de la défense et du contrôle des armements pour aider le Canada et les Canadiens à orienter et faire progresser le débat sur la paix et la sécurité.

De nombreux Canadiens m'ont appuyé et encouragé tout au cours de mes démarches pour subordonner la science de la guerre à l'art de la politique. Je tiens à leur exprimer mes remerciements.

... je veux aussi remercier en langue française les correspondants très nombreux qui m'ont écrit en cette langue pour m'encourager de leurs conseils, de leurs prières, et les remercier très vivement d'avoir voulu participer avec nous, le gouvernement, avec nous, le Parlement, à cette démarche ...

... et je leur donne l'assurance, à eux et à tous les députés ici présents, que le travail amorcé se poursuivra. Le gouvernement du Canada est voué à cette entreprise et il entend la mener à bonne fin.

Mais nous avons besoin, pour cela, de la collaboration des États qui possèdent des armements nucléaires et ont le pouvoir d'y recourir. Car ce sont les puissances nucléaires, et par-dessus tout les superpuissances, qui portent en l'occurrence la plus grande part de responsabilité. Souhaitons que la postérité puisse dire d'elles que notre époque fut celle où elles surent soumettre leur génie technique à leur jugement politique et confondre leur intérêt avec le bien commun. Souhaitons, en d'autres termes, qu'il y ait une postérité.

Et souhaitons que l'on puisse affirmer des autres nations qu'elles ont pris conscience de leur responsabilité de travailler à réduire la menace d'anéantissement, à promouvoir le renoncement aux armes nucléaires et à établir une paix durable.

Souhaitons enfin que l'on puisse dire du Canada et des Canadiens que nous avons vu venir la crise; que nous avons agi et pris des risques; que nous avons été loyaux envers nos amis et francs avec nos adversaires et que, fidèles à nos idéaux, nous avons fait tout en notre pouvoir pour écarter le spectre de la guerre.

S/C